

Loi n° 7-2022 du 26 janvier 2022

portant approbation de la convention de partenariat entre le Gouvernement de la République du Congo et les sociétés Total Nature Based Solution (TNBS), Congo Forest Company (CFC) et Forest Neutral Congo (FNC) pour la mise en valeur de la réserve foncière de l'Etat située au lieu-dit Léfini, département des Plateaux

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT DELIBERE ET ADOPTE :

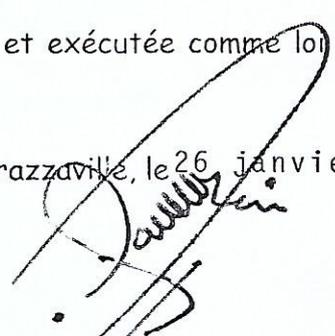
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

**Article premier :** Est approuvée la convention de partenariat entre le Gouvernement de la République du Congo et les sociétés Total Nature Based Solution (TNBS), Congo Forest Company (CFC) et Forest Neutral Congo (FNC) pour la mise en valeur de la réserve foncière de l'Etat située au lieu-dit Léfini, département des Plateaux, dont le texte est annexé à la présente loi.

**Article 2 :** La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat./-

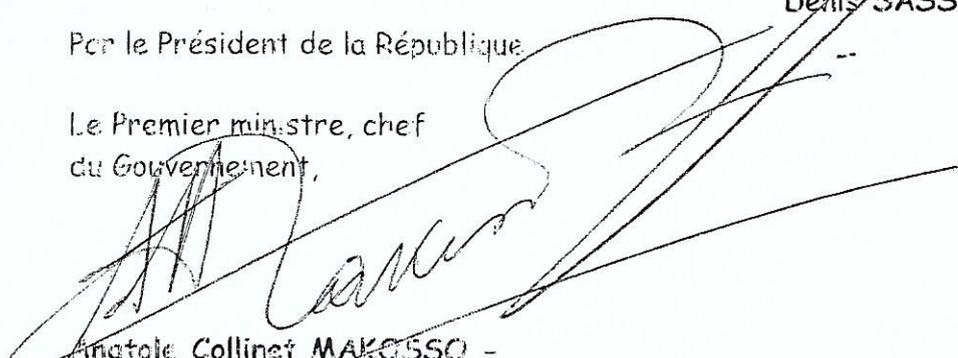
7-2022

Fait à Brazzaville, le 26 janvier 2022

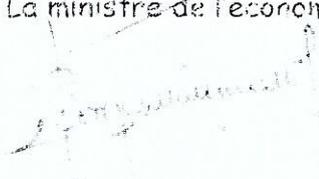
  
Denis SASSOU-N'GUESSO. -

Par le Président de la République

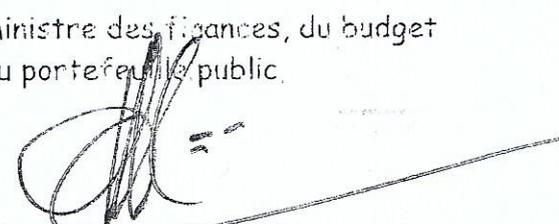
Le Premier ministre, chef  
du Gouvernement,

  
Anatole Collinet MAKOSSO -

La ministre de l'économie forestière,

  
Rosalie MATONDO. -

Le ministre des finances, du budget  
et du portefeuille public,

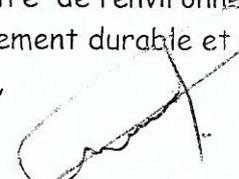
  
Rigobert Roger ANDELY. -

Le ministre d'Etat, ministre des affaires  
foncières et du domaine public, chargé  
des relations avec le Parlement,



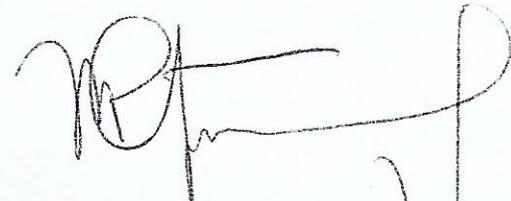
Pierre MABIALA.-

La ministre de l'environnement, du  
développement durable et du bassin  
du Congo,



Arlette SOUDAN-NONAUULT.-

Le ministre des hydrocarbures,



Bruno Jean Richard ITOUA.-

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage  
et de la pêche,



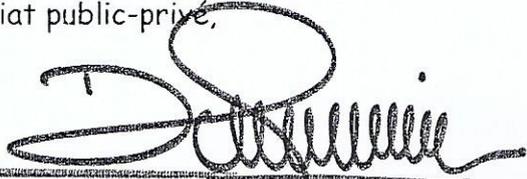
Paule Valentin NGOBO.-

La ministre de l'enseignement supérieur,  
de la recherche scientifique et de  
l'innovation technologique,



Delphine Edith EMMANUEL ADOUKI.-

Le ministre de la coopération  
internationale et de la promotion du  
partenariat public-privé,



Denis Christel SASSOU NGUESSO.-